

**COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES 2025**

FISCALITÉ DIRECTE  
LOCALE



**DÉCLARATION INITIALE**  
en cas de création d'établissement ou de changement  
d'exploitant intervenu en 2024

DÉPARTEMENT	
COMMUNE DU LIEU D'IMPOSITION	

TIMBRE À DATE DU SERVICE
--------------------------

--

Renvoyez un exemplaire AVANT LE 1<sup>er</sup> JANVIER 2025 au service des impôts des entreprises ci-dessus, auquel vous pouvez vous adresser pour tout renseignement.

ACCUEIL : Horaires disponibles sur <a href="http://impots.gouv.fr">impots.gouv.fr</a>
---

ou téléphonez au : 

--

ou messagerie : 

--

**A1 Identification de l'entreprise** COMPLÉTER ou RECTIFIER dans la partie droite les mentions absentes ou erronées

Dénomination ou nom et prénom

	1	
--	---	--

Activités exercées

	2	
--	---	--

Adresse dans la commune

	3	
--	---	--

Adresse où doit être envoyé l'avis d'imposition en cas d'édition sous format papier

	4	
--	---	--

Numéro SIRET de l'établissement

	5	
--	---	--

Code de l'activité de l'établissement (NACE)

	6	
--	---	--

Inscription au registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat

	7	<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON
--	---	------------------------------	------------------------------

Comptable de l'entreprise (Nom, adresse, n° de téléphone et adresse électronique)

Nom :  
Adresse :  
Numéro de téléphone :  
Adresse électronique :

**A2 Activité professionnelle exercée de mon domicile ou exercée en clientèle**

Si vous ne disposez d'aucun autre local cochez la case <input type="checkbox"/>	Précisez la surface occupée pour les besoins de l'activité exercée à domicile : _____ m <sup>2</sup>
---	--

Nom et adresse de la personne ayant établi la déclaration si elle ne fait pas partie du personnel salarié de l'entreprise.	À..... le..... Signature
--	-----------------------------

Téléphone : Adresse électronique :	
---------------------------------------	--

A3 Origine de l'établissement (case à cocher)			
<input type="checkbox"/> Création d'établissement	<input type="checkbox"/> Début d'activité	<input type="checkbox"/> Transfert d'activité	
<input type="checkbox"/> Acquisition d'établissement	<input type="checkbox"/> Apport	<input type="checkbox"/> Scission	<input type="checkbox"/> Fusion

A4 Identification de l'ancien exploitant <sup>(1)</sup>	
Dénomination ou Nom et Prénom	
Activité exercée	

B1 Renseignements pour l'ensemble de l'entreprise (période de référence : année civile 2023 ou exercice de 12 mois clos en 2023)						
Entreprise créée en 2024				Entreprise existante en 2023		
Date de création de l'entreprise (jj/mm/aaaa)	1			Date de création de l'entreprise (jj/mm/aaaa)	8	
Salariés au cours de l'année civile 2024 <sup>(2)</sup>	2		,	Salariés au cours de l'année civile 2023 <sup>(2)</sup>	9	,
dont	Apprentis sous contrat	3	,	dont	Apprentis sous contrat	10
	Handicapés physiques	4	,		Handicapés physiques	11
Dont affectés à une activité artisanale	5		,	Dont affectés à une activité artisanale	12	,
Chiffre d'affaires HT ou recettes HT estimés pour 2024 <sup>(3)</sup>	6			Chiffre d'affaires HT ou recettes HT en 2023 <sup>(3)</sup> (ou de l'exercice clos en 2023, lorsque sa durée est égale à 12 mois mais ne coïncide pas avec l'année civile)	13	
Recettes brutes HT ou chiffre d'affaires HT provenant de la location ou sous-location d'immeubles nus à usage autre que l'habitation estimées pour 2024 <sup>(4)</sup>	7			Recettes brutes HT ou chiffre d'affaires HT provenant de la location ou sous-location d'immeubles nus à usage autre que l'habitation en 2023 <sup>(4)</sup>	14	

B2 Renseignements pour l'établissement						
Si cet établissement est celui où est exercée l'activité à titre principal, cochez la case <sup>(5)</sup>				1		
Nombre de salariés employés par l'établissement au cours de l'année civile 2024 <sup>(6)</sup>				2		,
Activités à caractère saisonnier, indiquer la durée d'exploitation en semaines (cocher la case) <sup>(7)</sup>		Durée d'exploitation pour le nouvel établissement en 2024 (en semaines)		3		
		Durée d'exploitation normalement prévue en 2025 (en semaines)		4		
Micro-entrepreneur bénéficiant du régime micro-social prévu à l'article L. 613-7 du code de la sécurité sociale (cocher la case) <sup>(8)</sup>		Indiquer la date d'entrée dans le statut de micro-entrepreneur (jj/mm/aaaa)		5		
Activité professionnelle exercée à temps partiel ou pendant moins de 9 mois de l'année, cocher la case				6		
En cas d'éolienne produisant de l'énergie électrique, cocher la case <sup>(9)</sup>				7		
Date de raccordement au réseau de l'installation produisant de l'énergie électrique (jj/mm/aaaa) <sup>(10)</sup>				8		
Pour les ouvrages hydrauliques, indiquer le prorata hydraulique relatif à la commune d'imposition (nombre avec deux chiffres après la virgule) <sup>(11)</sup>				9		, %



**D Principales exonérations**

Veuillez indiquer l'exonération de CFE pour laquelle vous désirez opter en cochant dans la partie droite la case correspondant à votre choix (une seule ligne de choix possible)

<b>D1 Exonérations accordées sur délibérations des collectivités locales</b>		<b>CFE</b>	
Entreprises nouvelles (art. 1464 B du CGI) <sup>(15)</sup>	- du régime de l'article 44 <i>sexies</i> du CGI	1a	
	- du régime de l'article 44 <i>quindecies</i> du CGI	1b	
Création d'établissement dans une zone France ruralités revitalisation ou France ruralités revitalisation «plus» réalisée par une entreprise qui bénéficie du régime prévu à l'article 44 <i>quindecies</i> A du CGI) <sup>(16)</sup>		2	
Créations d'établissement (art. 1478 <i>bis</i> du CGI) <sup>(17)</sup>		3	

<b>D2 Exonérations accordées de droit sauf délibérations contraires des collectivités locales</b>		<b>CFE</b>	
Petites entreprises commerciales situées dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (art. 1466 A-I <i>septies</i> du CGI) <sup>(18)</sup>		4	
Préciser le bien pour lequel l'exonération est demandée (adresse précise, n° de lot) :	5		
Pour chacun de ces biens, préciser par un pourcentage la proportion du local concerné affecté à l'activité exonérée :	6	%	

<b>Exonération en faveur de certaines locations en meublé (art. 1459-3° du CGI) <sup>(19)</sup></b>		<b>CFE</b>	
Adresse précise et n° de lot du bien	7		
Nature du local exonéré	Local classé dans les conditions prévues à l'article L. 324-1 du code de tourisme lorsque ce local est compris dans votre habitation personnelle	8	
	Tout ou partie de l'habitation personnelle donnée en location par des personnes autres que celles visées aux 1° et 2° de l'article 1459 du CGI ainsi qu'à la ligne ci-dessus	9	

<b>D3 Exonérations nécessitant une déclaration spécifique n° 1465-SD disponible sur le site <a href="http://impots.gouv.fr">impots.gouv.fr</a><sup>(20)</sup></b>		<b>CFE</b>	
Exonération relative aux opérations réalisées dans les zones	- d'aide à finalité régionale (art. 1465 du CGI)	10	
	- d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises (art. 1465 B du CGI)	11	
	- de revitalisation rurale (art. 1465 A du CGI) (cf. N.B. ci-dessous) jusqu'au 30/06/2024	12	

**N.B.** : les redevables sollicitant ou bénéficiant de l'exonération visée à l'article **1465 A** du CGI au titre des créations et reprises d'activités **commerciales, artisanales** ou provenant de l'exercice d'une activité **non commerciale** définie à l'article 92 du CGI **sont dispensés de joindre la déclaration n° 1465-SD.**

**Autres exonérations : compléter et joindre l'annexe 1447 E disponible sur le site [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr)**

Si vous remplissez les conditions pour bénéficier d'un autre dispositif d'exonération ou d'abattement que ceux proposés ci-dessus, comme par exemple les contribuables d'outre-mer qui satisfont les conditions pour bénéficier de l'abattement de base nette de CFE prévu à l'article 1466 F du CGI, il convient de compléter et transmettre l'annexe 1447 E disponible sur le site [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr).

**CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DE VOS DONNÉES PERSONNELLES**

Les informations recueillies pour l'identification et le calcul des bases d'imposition de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) font l'objet d'un traitement de données à caractère personnel mis en oeuvre par la Direction Générale des Finances Publiques (120 rue de Bercy 75772 Paris). Ce traitement permet d'établir des rôles d'imposition et/ou des dégrèvements relatifs à la CFE et aux IFER.

Les informations concernant votre CFE et/ou vos taxes annexes et/ou votre IFER peuvent être communiquées aux collectivités territoriales.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant ainsi que d'un droit à la limitation du traitement auprès de votre centre des finances publiques. En outre, si vous estimez que le traitement de vos données n'est pas conforme aux dispositions légales et réglementaires, vous pouvez exercer votre droit de réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.